

QUAND L'AGRICULTURE SE CONJUGUE AU FÉMININ



Femmes péruviennes fabriquant de la céramique. Crédit photo : Leslie Searles

| La parole à | **TSENDAYUSH MUNGUNTSETSEG** |
| En action | **TOGO** | **QUAND LES FEMMES TRANSFORMENT LE KARITÉ... ET LEUR TERRITOIRE**
PÉROU | **DANS LA RÉGION VRAEM, "LES FEMMES ET LES CHAMPS NE FONT QU'UN"**

CÔTE D'IVOIRE | **INÉGALITÉS DANS LES FILIÈRES FRUITS ET CACAO : COMMENT AVSF TRANSFORME LES CONSTATS EN ACTION**
| Nos convictions | **FEMMES RURALES : RENDRE VISIBLES LES PILIERS DE L'AGRICULTURE DU SUD**



édito par Hugues Vernier

Chères lectrices, chers lecteurs,

Dans les campagnes du Sud, les femmes sont au cœur des systèmes agricoles et alimentaires. Elles restent pourtant les dernières servies quand il s'agit d'accéder à la terre, aux revenus, aux formations ou aux espaces de décision. Ces inégalités n'ont rien d'inéluctable : elles sont le fruit de choix politiques et sociaux que nous devons interroger et transformer.

Pour AVSF, l'égalité femmes-hommes n'est pas un "enjeu transversal" parmi d'autres. C'est une condition essentielle de la justice sociale, de la souveraineté alimentaire et de la transition agroécologique. Agir pour l'égalité ne signifie pas imposer des solutions toutes faites : cela commence par écouter les femmes sur leur travail, leurs contraintes et leurs priorités, puis par soutenir les dynamiques et revendications existantes tout en levant les freins identifiés localement.

Ce numéro illustre cette approche de terrain, exigeante et patiente. Soutenir les femmes rurales, ce n'est pas parler pour elles, mais créer les conditions pour qu'elles occupent pleinement la place qui leur revient.

Bonne lecture.



Illustration, Claire Robert

Nouveau choc pour la solidarité internationale

Les coupes dans l'Aide publique au développement (APD) ont déjà des conséquences majeures : 15 millions de personnes, dans plus de 70 pays, voient leurs conditions de vie se dégrader. C'est ce que révèle une étude menée par Coordination Sud et CartONG auprès des associations françaises.

En France, après une baisse de 3 milliards d'euros en 2025, l'APD pourrait encore perdre près de 800 millions d'euros en 2026, soit une chute de plus de 60 % depuis 2024. Résultat : une ONG sur trois est contrainte d'arrêter des projets et suspendre des partenariats, en France comme à l'international.

Faire de l'alimentation un droit en Europe

Aujourd'hui, des millions de personnes n'ont pas accès à une alimentation de qualité, tandis que de nombreux paysans et paysannes peinent à vivre de leur travail. En janvier, AVSF et les autres organisations membres de la coalition Good Food For All ont lancé une Initiative Citoyenne Européenne. L'objectif : se doter d'une réglementation garantissant l'accès à une alimentation choisie, saine et durable. Un million de signatures au niveau européen, dont 59 000 en France, sont nécessaires pour que la Commission européenne examine cette demande.



Signez ici :
citizens-initiative.europa.eu



"Au Nord Niger, lorsqu'un éleveur Peulh perd son troupeau, les autres éleveurs lui offrent chacun une génisse pleine, en échange de sa parole de restituer à chacun, trois ans plus tard, une génisse pleine issue de la même lignée : c'est l'**Habbanae** ou le prêt de l'amitié."



REJOIGNEZ-NOUS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX





| La parole à ... |

Tsendayush MUNGUNTSETSEG

Responsable du projet PLEDGE en Mongolie

Intégrer la question du genre dans les projets n'est pas un simple principe théorique : c'est une condition essentielle pour renforcer l'autonomie des familles paysannes et favoriser un développement durable. En Mongolie, où AVSF accompagne des éleveurs et éleveuses nomades, cette approche prend tout son sens. Notre collègue Mungo explique pourquoi et comment l'égalité femmes-hommes est au cœur de l'action d'AVSF.

Pourquoi la prise en compte du genre est-elle essentielle dans les projets d'AVSF, et comment se traduit-elle concrètement sur le terrain ?

Dans les familles d'éleveurs nomades mongols, comme dans de nombreux pays du Sud, les rôles restent très marqués : les hommes gèrent les troupeaux, les revenus et les décisions, tandis que les femmes, qui assurent pourtant une part essentielle de la production et de la transformation des produits de l'élevage (lait, viande, laines et fibres, etc.), sont peu associées aux choix familiaux.

Pour AVSF, prendre en compte le genre consiste d'abord à partir de cette réalité. L'enjeu est à la fois économique, social et culturel. Intégrer cette dimension est indispensable à tout processus de développement, car les rôles des femmes et

des hommes sont complémentaires : ensemble, ils peuvent devenir des moteurs de changement.

Concrètement, cette approche est intégrée dès la conception et la rédaction des projets : femmes et hommes sont identifiés comme bénéficiaires, leurs besoins respectifs sont analysés, puis les activités sont conçues pour y répondre de manière adaptée, équitable et durable.

Quels sont, selon toi, les principaux obstacles auxquels font face les femmes rurales dans les territoires où intervient AVSF ?

Les femmes rurales font face à de multiples difficultés : des revenus très faibles, une forte dépendance économique, des compétences techniques insuffisamment reconnues,

mais aussi des conditions de vie précaires et un fort isolement, loin des marchés. À cela s'ajoute la dévalorisation des produits d'élevage qu'elles transforment, malgré leur importance pour la sécurité alimentaire et les revenus familiaux.

Peux-tu nous donner un exemple concret de projet mené par AVSF où l'intégration du genre a permis un changement significatif ?

Dans la province d'Arkhangai en Mongolie, AVSF soutient les éleveuses dans la fabrication de produits laitiers traditionnels et le développement du tourisme solidaire.

Les femmes se sont structurées en groupes, favorisant les échanges d'expériences et le partage de bonnes pratiques. Le projet a également facilité leurs tâches grâce à des équipements adaptés (récipients et matériel de cuisson, réfrigérateur, etc.), renforcé leurs compétences techniques et soutenu la valorisation de leurs produits ainsi que leur accès aux marchés. Un appui aux services vétérinaires a complété ces actions, améliorant la santé et la productivité des animaux.

Résultat : les familles disposent de revenus supplémentaires et les femmes occupent désormais un rôle économique plus visible et reconnu dans leurs foyers. Cette intégration renforce aussi leur leadership : elles gagnent en responsabilités, en autonomie financière, et leur place au sein des communautés se consolide.

Une chose est certaine : en plaçant l'égalité de genre au cœur de ses projets, AVSF pose les bases d'un développement plus juste et plus durable, pour les femmes, les hommes et les territoires qu'ils font vivre.



| En action | Quand les femmes transforment le karité... et leur territoire

Au nord du Togo, 94 femmes transforment le karité en levier de développement local. Pendant cinq années, AVSF et son partenaire RAFIA les ont accompagnées en agissant à la fois sur les activités économiques et sur les relations sociales. Retour sur une action innovante qui vient de s'achever.

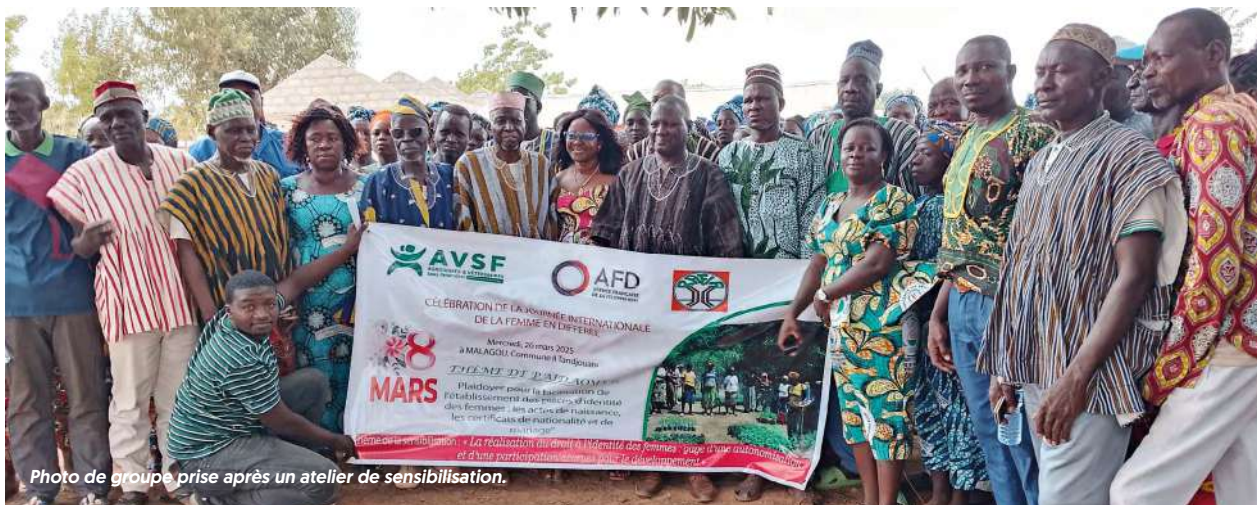


Photo de groupe prise après un atelier de sensibilisation.

Sensibiliser pour lever les freins

Dans les villages de Tandjouaré, une des zones les plus pauvres de la région des Savanes, les femmes travaillent du matin au soir dans les champs, les élevages et les ateliers de transformation. Mais leurs actions sont souvent bridées : les initiatives portées par les femmes sont soumises à l'accord préalable de leur mari. Ce cadre freine leur autonomie et leur capacité à générer des revenus significatifs.

Au lancement du projet, leur participation à un groupement féminin nécessitait donc systématiquement une autorisation. Pour permettre une pleine participation et un accompagnement efficace des trois groupements féminins impliqués, les équipes du projet ont mené un important travail d'écoute et de sensibilisation auprès des communautés.

Causeries villageoises, émissions de radio locales et événements publics ont permis d'impliquer les hommes, la chefferie traditionnelle, les collectivités et l'administration, afin de faire évoluer les regards et le rôle des femmes dans le développement local.

Quels résultats ?

L'action menée s'est appuyée sur une activité centrale : la transformation du karité, une ressource locale essentielle, utilisée pour l'alimentation et la cosmétique traditionnelle, sous forme de beurre et d'huile.

Les effets du projet sont significatifs. Les revenus des femmes ont été multipliés par huit : chaque campagne, elles perçoivent désormais environ 15 000 francs CFA, contre 1 813 francs CFA en 2021. À l'échelle des groupements, tous ont pu accéder à des crédits auprès d'institutions de microfinance, avec un taux de remboursement de 100 %, et leur chiffre d'affaires a été multiplié par quatre.

Si l'accès individuel à la propriété foncière reste un enjeu majeur, les groupements ont également obtenu des parcelles communautaires pour développer leurs activités et planter des arbres à karité.

Des changements qui dépassent les coopératives

Ces gains ont eu des impacts directs sur la vie quotidienne. Par exemple, la fréquentation du centre de santé par les femmes a fortement progressé, signe d'une plus grande autonomie financière et décisionnelle.

Aujourd'hui, toutes les femmes membres des groupements peuvent participer aux activités collectives, grâce à un accord de principe des époux. Elles sont également passées d'une présence symbolique dans les instances de décision traditionnelles à une participation active aux échanges. Ces évolutions ouvrent la voie à de nouvelles initiatives portées par les femmes.

Cette action « Genre et développement » montre qu'en combinant développement économique et sensibilisation au genre, il est possible de faire évoluer progressivement les rapports sociaux. Si des défis persistent, notamment l'accès au foncier, les bases sont posées pour un développement plus inclusif et durable.



Le don régulier, c'est LE moyen de les accompagner dans la durée

Plus d'information auprès du service donateur ou sur www.avsf.org



| En action | Dans la région VRAEM, “les femmes et les champs ne font qu'un”

Fin 2025, le district de Pichari a accueilli la première rencontre entre femmes cultivatrices de cacao de la région VRAEM, au Pérou. Cette journée, organisée dans le cadre du projet VRAEM Durable, s'est ouverte sur un moment fort : la remise d'un Prix international à Sumaq Sunqu, une association de productrices de cacao qui inspire aujourd'hui tout un territoire.



Remise du prix international des « chocolats élaborés à l'origine », organisé par l'AVPA, à l'association Sumaq Sunqu.

Cette reconnaissance s'inscrit dans une histoire plus longue, celle d'un territoire en mutation. Dans la vallée des fleuves Apurímac, Ene et Mantaro (VRAEM), le cacao est bien plus qu'une culture agricole. Il est aujourd'hui au cœur d'un processus de reconversion productive et sociale, dans un territoire longtemps marqué par la culture de la feuille de coca, l'insécurité et la pauvreté rurale.

« Nous sommes celles qui protégeons nos semences et notre territoire »

Ce processus de transformation collective s'enracine dans des histoires individuelles. Si certaines femmes sont arrivées à la culture du cacao par le mariage ou la recherche de revenus complémentaires, d'autres, comme Nelia Soto Arroyo, sont « nées sous un cacaoyer ».

Alors que ses frères et sœurs, comme de nombreux producteurs de la région, ont choisi la culture de la feuille de coca,

Nelia décide en 2009 de relancer la production familiale de cacao. Huit ans plus tard, elle rejoint Sumaq Sunqu, une association de femmes productrices accompagnée par le projet VRAEM Durable^[1], dont elle devient présidente. « Les champs et les femmes ne font qu'un. Nous sommes celles qui protégeons nos semences et notre territoire », affirme-t-elle.

Fin 2025, la coopérative Sumaq Sunqu a été récompensée par l'Agence française de Valorisation des Produits Agricoles au Salon du Chocolat de Paris, une reconnaissance internationale du travail des femmes cacaocultrices du VRAEM. Le prix a été remis à Nelia lors de la première rencontre des femmes cultivatrices de cacao, organisée en décembre 2025.

Elle partage alors un message puissant : « Je ne demande pas que l'on suive mon exemple. Marchons simplement

ensemble, côte à côte, main dans la main, pour notre bien à toutes. » Un message qui a donné le ton de la journée.

Une journée sous le signe du dialogue

Présentes à presque toutes les étapes de la chaîne de valeur, les femmes produisent, récoltent, fermentent et transforment le cacao. Cette journée a offert aux participantes un espace d'écoute et de reconnaissance.

Karina Quispe, cacaocultrice à Santa Rosa, témoigne d'une contribution essentielle, pourtant peu visible : le suivi quotidien des plantations, indispensable à la qualité du cacao. « Tous les jours, durant des mois, je vais voir les plants. On ne peut pas les laisser, il faut toujours vérifier qu'ils aillent bien. Ma journée commence à quatre heures du matin et se termine à dix heures du soir. Quand je ne suis pas à la parcelle, je m'occupe de ma famille. »

Karina et la cinquantaine d'autres femmes présentes ont ainsi pu évoquer leurs difficultés quotidiennes : entre surcharge de travail et partage inéquitable des tâches domestiques, familiales et productives.

Former pour faire évoluer les rapports de pouvoir

Certaines participantes, comme Karina, expliquent aussi comment la situation évolue peu à peu grâce aux formations suivies via "l'École de femmes leaders" : « J'ai appris que ce n'est pas demander de l'aide, mais partager le travail. Depuis que j'ai participé à des ateliers de leadership féminin, les choses ont changé à la maison. »

Dans le VRAEM, la participation des femmes est souvent peu visible, et les espaces de décision restent majoritairement masculins. Avec la création de cette école en 2020, les femmes disposent pour la première fois d'un espace collectif pour partager leurs préoccupations et formuler des propositions à leurs communautés pour une gestion durable du territoire.

Le projet VRAEM Durable a renforcé cette dynamique avec une seconde promotion de femmes formées au sein de l'école. Des avancées commencent à se traduire concrètement dans la gouvernance locale : plusieurs instances de concertation sur le cacao et le café sont désormais présidées par des femmes, de plus en plus reconnues pour leurs compétences et leur légitimité.

Grâce à cette rencontre et cette reconnaissance internationale, ce sont avant tout des trajectoires de femmes, longtemps restées dans l'ombre, qui trouvent aujourd'hui leur place dans la transformation du VRAEM. En cultivant le cacao, elles cultivent aussi leur autonomie, leur voix et une vision collective et durable de leur territoire. Elles prouvent que, dans cette vallée, les femmes et les champs ne font qu'un.

[1] Le projet VRAEM Durable est mené avec notre partenaire l'ONG péruvienne PROGRESO



| En action | Inégalités dans les filières fruits et cacao : comment AVSF transforme les constats en action ?

Créé il y a un an dans le cadre de la troisième phase du programme Équité^[1], le poste de « responsable genre et inclusion sociale » marque une étape importante dans l'engagement d'AVSF et de ses partenaires en faveur de filières agricoles plus justes. En accompagnant coopératives et plateformes de commerce équitable, Léonce Yameogo œuvre à transformer les constats accumulés ces dernières années en leviers d'action concrets.



Un rôle dédié pour renforcer l'égalité et l'inclusion

La création de ce poste répond à un besoin clairement identifié lors des phases précédentes d'Équité : mieux prendre en compte les inégalités de genre et l'inclusion sociale au sein des filières agricoles. « Il était

essentiel de disposer d'un regard transversal et d'un accompagnement dédié pour agir de manière cohérente et durable », explique Léonce.

Son rôle consiste aujourd'hui à appuyer vingt coopératives paysannes sur les filières cacao et fruits, ainsi que quatre plateformes nationales de commerce équitable, afin d'intégrer progressivement l'égalité femmes-hommes et l'inclusion sociale dans leur plan d'actions.

Mieux comprendre pour mieux agir

Début 2025, une étude menée en Côte d'Ivoire et au Ghana avec le réseau Empow'her a permis de comprendre les inégalités vécues par les femmes, les jeunes, les personnes en situation de handicap et les personnes migrantes. Loin

“ Les résultats confirment des déséquilibres importants dans la filière cacao.

d'être une simple photographie, ce travail constitue une base solide pour orienter les actions à venir.

Les résultats confirment des déséquilibres importants dans la filière cacao. Les femmes consacraient beaucoup de temps aux tâches domestiques et au soutien des exploitations familiales, qui sont le plus souvent non reconnues et non rémunérées. La moitié des femmes interrogées dans la filière cacao et plus de la moitié dans les coopératives multi-filières (57 %) ne tirent aucun revenu de ces activités.

L'accès à la propriété foncière reste également limité : seulement 37,5 % des femmes interrogées sur la filière cacao possèdent un titre de propriété, avec des parcelles plus petites que celles des hommes (1,7 hectare en moyenne contre 2,8 hectares).

Pour autant, des progrès ont déjà été enregistrés, notamment dans les coopératives multi-filières, où la présence des femmes est plus forte.



Koffi Acoba Beatrice, productrice de cacao de la coopérative SCEB, accompagnée par Équité.

Des actions concrètes pour une inclusion renforcée

À partir de ce diagnostic, Empow'her a élaboré un plan d'action "genre et inclusion sociale", aujourd'hui au cœur des prochaines étapes du programme Équité. Formations, outils de sensibilisation, accompagnement de référents et référentes genre, suivi des coopératives : chaque coopérative sera encouragée à définir des actions concrètes et adaptées à son contexte.

L'objectif est de renforcer la représentation des femmes, des jeunes et des autres personnes vulnérables et marginalisées dans les instances de prise de décision, mais aussi de favoriser leur accès effectif aux activités économiques génératrices de revenus.

Construire l'équité sur le long terme

Pour Léonce, le changement est déjà en marche. « Le simple fait d'aborder ces questions de manière structurée ouvre des perspectives nouvelles », souligne-t-elle. Le défi reste d'inscrire ces évolutions dans la durée, en faisant de l'inclusion sociale un pilier à part entière du développement des coopératives.

Un travail de longue haleine, porteur d'espoir, pour construire des filières cacao et fruits plus attractives et inclusives.

[1] Le Programme Équité, d'appui au commerce équitable en Afrique de l'Ouest, est mené en partenariat avec Commerce Équitable France.

Le pastoralisme a fait escale au Salon de l'Agriculture

En cette année mondiale du pastoralisme, AVSF a mis en lumière ce mode d'élevage résilient et souvent méconnu qui fait vivre plus de 200 millions de personnes à travers le monde lors de conférences organisées par le CIRAD et l'AFD au Salon de l'Agriculture. Sarangoo Ukhnaa [AVSF], venue de Mongolie, a illustré ces enjeux avec un exemple concret de projet d'accompagnement de plus de 180 organisations d'éleveurs et d'éleveuses pastoraux vers une production durable et labellisée de cachemire et de laine. L'occasion de montrer le rôle crucial du pastoralisme dans la sécurité alimentaire, la valorisation des terres et l'économie locale !



Pour soutenir un pastoralisme durable et tourné vers les générations futures : **signez le manifeste qu'AVSF porte aux côtés des membres de VSF International.** <https://campaign.vsf-international.org/fr/pastoralisme/>

C'est le nombre de femmes rurales accompagnées par AVSF en 2024



Bulletin d'abonnement et de soutien

☐ Oui, je soutiens les actions d'AVSF et je fais un don :

☐ 50€ ☐ 90€ ☐ 120€ ☐€

Un don de 90€, vous reviendra à 30€ après réduction d'impôt. AVSF vous adressera un reçu fiscal vous permettant de déduire de vos impôts jusqu'à 66 % de votre don (dans la limite de 20 % de votre revenu imposable). AVSF utilisera les fonds collectés pour ses missions prioritaires.

☐ Si vous n'êtes pas donateur, vous pouvez vous abonner pour 12€ les 4 numéros.

☐ Je souhaite vous aider régulièrement. Merci de m'envoyer votre documentation sur le prélèvement automatique.

☐ Je souhaite recevoir sans engagement de ma part la brochure sur les legs et donations.

☐ Mme ☐ Mr ☐ Mr & Mme ☐ Dr ☐ Autre :

Nom :
Prénom :
Adresse :
.....
CP/ Ville :
Tél. :
Adresse e-mail :

☐ Je souhaite désormais recevoir par voie électronique :

☐ Habbanae ☐ Reçu fiscal

Conformément à l'article 39 de la loi informatique et liberté du 6 janvier 1978, les informations demandées sont nécessaires au traitement de votre don par nos services. En vous adressant au siège d'AVSF, vous pouvez demander leur rectification ou leur suppression ou vous opposer à ce qu'elles soient échangées.

H159



Nos convictions | Femmes rurales : rendre visibles les piliers de l'agriculture du Sud

Pour AVSF, Katia Roesh, chargée de programme Agroécologie et changement climatique, et référente genre.

Dans la plupart des pays du Sud, les femmes représentent plus de la moitié de la main-d'œuvre agricole. Elles sèment, récoltent, élèvent, transforment, commercialisent... Pourtant, leur rôle demeure largement invisibilisé et leurs droits trop souvent niés. Comme le rappelait le Secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon, « l'autonomisation des femmes rurales est cruciale si nous voulons mettre un terme à la faim et à la pauvreté ». Une affirmation qui reste, plus de dix ans plus tard, d'une brûlante actualité.

Un rôle central pour une reconnaissance absente

Dans les pays du Sud, ce sont souvent les femmes qui gèrent les cultures vivrières et l'eau à usage domestique. Elles jouent également un rôle clé dans l'élevage, ainsi que dans les activités post-récolte de transformation et commercialisation. Elles sont en première ligne pour garantir la sécurité alimentaire des familles et de leurs territoires. Elles sont néanmoins souvent victimes d'une double discrimination. Déjà fragilisées par la pauvreté et l'insécurité alimentaire qui touchent les populations paysannes, elles se heurtent à des normes sociales et juridiques qui limitent leur accès à la terre, aux ressources, aux crédits, à la formation et aux espaces de prise de décisions. Les effets de ces inégalités dépassent largement le cadre local. Selon la FAO, 45 millions de personnes seraient épargnées par l'insécurité alimentaire si les disparités de productivité et de revenus entre femmes et hommes étaient éliminées. Une injustice qui affaiblit donc l'ensemble des systèmes agricoles mondiaux.

Transformer les rapports de pouvoir

Chez AVSF, nous sommes convaincus que les femmes sont des actrices centrales du développement. Promouvoir l'égalité de genre, c'est transformer les rapports de force qui freinent leur autonomie. Dans des contextes locaux bien souvent très différents, l'approche genre portée par AVSF vise donc deux objectifs indissociables : améliorer l'autonomie économique des femmes et renforcer leur reconnaissance sociale et politique. En 2024, 35 000 femmes ont ainsi été formées et soutenues par AVSF. Cet accompagnement repose sur des diagnostics genre pour comprendre les inégalités existantes, le renforcement de leurs compétences techniques et commerciales, l'accès aux marchés, mais aussi des formations au leadership, à la prise de parole, à la connaissance de leurs droits et au plaidoyer. AVSF soutient ainsi des dynamiques existantes ou naissantes d'émancipation des femmes dans les communautés et les organisations. Ces actions s'inscrivent dans un dialogue constant avec les hommes et les communautés, afin que les changements soient durables et partagés.



Kouakou Ahou Pauline, salariée de la coopérative SCEB, en Côte d'Ivoire.

Un enjeu majeur pour l'avenir

Le partage des ressources et des responsabilités entre les femmes et les hommes est un processus de long terme. Sa pérennité dans le temps est fortement dépendante des enseignements qui seront transmis aux générations futures. Cela suppose des choix politiques forts : investir davantage dans des projets agricoles qui favorisent l'autonomisation des femmes, garantir leur accès au foncier, à un travail décent et à la gouvernance des territoires. Avec nos partenaires, nous poursuivrons nos actions de plaidoyer comme de terrain, pour que ces enjeux deviennent réalité.

“ L'autonomisation des femmes rurales est cruciale si nous voulons mettre un terme à la faim et à la pauvreté. ”

À Tsetserleg, au cœur des steppes mongoles, Aruiuntuya partage avec fierté son quotidien d'éleveuse pastorale.

“Nous sommes très fières d'être éleveuses dans les steppes mongoles. Nos animaux ne mangent que des plantes naturelles sans rien de chimique ni d'engrais supplémentaire. Nous sommes heureuses de produire des fromages organiques : c'est une particularité de l'élevage pastoral. Et nous sommes courageuses : nous travaillons dans des conditions extrêmes et nous pouvons faire tout ce qu'exige la vie dans les steppes, aussi bien que les hommes : monter à cheval et s'occuper des troupeaux.”

AVSF | SERVICE DONATEUR | 45 BIS AVENUE DE LA BELLE GABRIELLE, 94736 NOGENT-SUR-MARNE CEDEX. 01 43 94 72 36 | DONATEUR@AVSF.ORG | DIRECTEUR DE PUBLICATION | HUGUES VERNIER | RÉDACTRICE EN CHEF | ALINE ABDERAHMAN | RÉDACTION | ROMANE COMMENGES, JULIETTE BARBOU | ONT COLLABORÉ | KARINA CISNEROS, MARC CHAPON, LÉONCE YAMEOGO | MAQUETTE | GRAFIK'ALIA | IMPRESSION | SIMAN, ZI DU BRÉZET – 69 017 CLERMONT-FERRAND CEDEX 2 | COMMISSION PARITAIRE | 0928 H 86626 | ISSN 1148 - 4357 | CCP 6200 M - LYON